



**Fédération de la Santé et de l'Action Sociale
(FSAS-CGTG)**

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre
0690.28.19.86
Fax : 0590.99.01.18
fsas.cgtg@laposte.net
www.veyatifsascgtg.org
Siret : 798 550 497 000 19



**IX ème Congrès Fédéral
08 et 09 Février 2018**

DOCUMENT D'ORIENTATION

2018 - 2022

Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe

4, Cité Artisanale de Bergevin – 97110 POINTE-A-PITRE
☎ : (0590) 82.34.61 / 90.11.43 - 📠 : (0590) 91.04.00
E-Mail : cgtg.confederation@wanadoo.fr



Avant-propos :

La situation sociale s'aggrave, dans le monde et en Guadeloupe, parce que les situations économique - écologique - idéologique et médiatique sont sous l'emprise d'une élite financière aidée par des pseudos responsables politiques et des organisations politiques et / ou syndicales réformistes. La classe ouvrière, celle qui travaille et produit la richesse, est désorientée par une attaque permanente de la classe dominante et possédante. Cette attaque permanente s'affiche, sans complexe et depuis une quarantaine d'années, au travers des moyens de nuisance intellectuelle, de servitude et de tétanisation que sont :

- L'endettement public et privée,
- Les réformes scolaires,
- L'aliénation hédonistique,
- Le battage médiatique,
- Le sécuritarisme anxigène.
- L'individualisme,

L'endettement : En Juillet 1973, une loi était votée sous la houlette d'un ancien banquier, Georges Pompidou devenu Président, contraignant l'Etat à financer ses projets en s'endettant auprès des Banques privées faisant de celles-ci, les véritables créateurs de monnaie et privant l'Etat de son action publique indépendante. Le développement de la consommation de masse et de l'accès aux prêts particuliers, au profit des mêmes banques, bouclera la boucle de la servitude imposant aux individus de se préoccuper d'abord à rembourser sa dette plutôt que de "perdre" des journées en manifestant ou en faisant la grève.

Les réformes scolaires : elles sont l'attaque la plus puissante, idéologiquement, car l'objectif était de remplacer une génération consciente et combattive par une autre désorientée et défaitiste. Les matières incitant à la réflexion (philosophie - histoire et géographie) sont torturée et la les langues, comme le Français, connectant parfaitement les signifiés aux signifiants (faisant le lien entre la parole et la pensée) sont dévalorisées au profit d'une seule et unique langue mondialisée, l'anglais, sous prétexte d'être plus simple **pour les affaires**.

L'aliénation hédonistique : le développement des jeux d'argent occupant l'espoir des individus, des émissions télévisuelles et autres telenovelas d'une rare médiocrité, de films propagandistes à effets spéciaux avec messages subliminaux, d'événementiels ayant la présomption de soulager les journées harassantes mais occupant le temps de réflexions des travailleurs.

Le battage médiatique : elle est permanente et quotidienne, son but est de déconstruire la résistance intellectuelle et de faire passer la virtualité comme étant la réalité. Tous les grands médias, écrite - parlés ou télévisés, sont détenus par de puissants groupes capitalistes qui ont mis aux pas les "journalistes". L'histoire, la géopolitique, la transformation forcée de la société, tout passe par la moulinette médiatique. Toute figure politique qui risque de symboliser la résistance est traité de "dictateur", tous les penseurs qui ont contribué à l'émancipation intellectuelle des masses sont jeter aux orties. Qui ne s'est jamais dit un jour, par pur fainéantise intellectuelle, " *si la télé le dit c'est que c'est ça !*".

Le sécuritarisme anxigène : les hommes politiques et les médias mettent en scène l'angoisse des travailleurs en précarisant le travail, par des lois en faveur du patronat, et la présentation excessive d'événements divers renforçant le sentiment d'insécurité (meurtres, accidents, faits divers, révolutions de couleurs...).

L'individualisme : C'est le paroxysme du néolibéralisme (nouvelle dénomination du capitalisme), car tout doit passer par la liberté individuelle pour cacher, dans les faits, la liberté des puissants de soumettre les faibles. Les Droits de l'Homme sont dévoyés au profit de la destruction des groupes résistants et laisser place à la vacuité. Cette vacuité conduit les individus à n'être que des oligo-éléments en suspension dans un liquide pseudo-social, à la merci des puissants.

Voilà pour le constat du défi qui est désormais le nôtre, nous syndicalistes de lutte de classe. C'est forts de la compréhension de ces phénomènes sociopolitiques que nous allons pouvoir mettre des mots sur nos maux et pouvoir renverser la vapeur en notre faveur comme nos prédécesseurs, malgré leurs handicaps de l'époque, l'ont fait par le passé. Ce défi est désormais nôtre, et nous nous devons de le relever en y répondant point par point mais aussi et surtout en nous réintégrant dans ce vaste mouvement qui a fait ses preuves par le passé : l'internationalisme. Car nous ne pourrons jamais, seuls et de manière étriquée en nous réfugiant dans le national-syndicalisme, faire face à la barbarie capitaliste.

Notre appartenance à la plus grande fédération syndicale du monde, la FSM, doit être notre point d'ancrage intellectuelle et idéologique. Intellectuelle, car on ne fait pas de syndicalisme par "whatsapp" mais par le débat démocratique interne. Idéologique parce qu'il faut opposer une argumentation structurée à l'idéologie néolibérale. Le mot "intellectuel" est dévalorisé au profit de "pragmatique", car le néolibéralisme veut nous faire croire que penser est une perte de temps. Quant au mot "idéologie", il est négativé à bon escient pour le néolibéralisme car cela lui permet de faire croire que rien ne peut surpasser l'individu, surtout pas son contraire : le collectif.

Pourtant, rien ne peut abattre une idéologie mieux qu'une autre idéologie. C'est cette vérité qu'à comprise Marx en affirmant *que l'idéologie dominante est celle de la classe dominante*. Dans cette vacuité d'idéologie de combat, créée de toute pièce par l'idéologie dominante via les médias et l'inculture imposée, il reste à chacun de s'accrocher à ce qui lui semble être une branche d'idéal égocentré même en plein océan "barbarique". Cette barbarie nous est servie, quotidiennement, par les technologies électroniques qui ont, désormais, fonctions de contrôleur et de "virtualisateur" (*créateur de fausse réalité*). Contrôle de nos vies même dans l'intimité et créateur de virtualités au point que nos enfants ne savent plus faire la différence entre le miré et le miroir. Tout et n'importe quoi est filmé et distribué sur la toile, cela s'appelle "*le monde est un village*". Les projections cinématographiques sont d'un réalisme à rendre jaloux Jack l'éventreur, cela s'appelle "*effets spéciaux*". L'amitié, et même l'amour, se vit sur réseaux électroniques pompeusement nommés "*réseaux*

sociaux", ce faux-lien social qui désocialise par la distanciation physico-relationnelle qu'ils imposent. Sommes toutes, les mots sont démunis de leurs substances étymologique et symbolique pour laisser place à des concepts vagues, voire contradictoires, à seule fin de nous conduire dans l'entonnoir du nouveau paradigme antisocial.

Mais, disait un grand intellectuel russe, LENINE, "les faits sont têtus". Le syndicaliste a une mission intellectuelle parce qu'il pense - crée du droit - fait l'histoire et modélise la société. Le syndicaliste a aussi une mission idéologique car il génère l'espoir au travers de principes moraux et politiques. N'ayons pas peur de ces mots et refaisons en nôtre. N'ayons pas peur de penser, de débattre, de créer l'espoir, d'innover et de participer à un meilleur futur pour nos enfants.

Ce n'est pas seulement en nous préoccupant de leur alimentation et de leurs études que notre mission sera remplie. Le syndicalisme politique qu'est le nôtre est un continuum de cette mission car nous nous engageons, certes pour nous aujourd'hui mais surtout pour eux demain. Et de par notre engagement, notre exemple, notre posture, nos prises de position et autres, nous les aidons à se construire et à construire le monde de demain. Ne laissons pas cette mission à la télévision et aux réseaux électroniques. Engageons-nous camarades car nous avons une responsabilité historique.

Nos orientations pour les quatre années à venir doivent configurer nos actions futures au travers :

- **D'une analyse stricte de la situation internationale.**
- **D'une analyse stricte de la situation nationale.**
- **D'une analyse stricte de la situation locale.**
- **D'une analyse stricte des relations du travail.**

I. De la situation internationale.

Historique :

Le libéralisme (ancêtre du néolibéralisme mais tous deux sont des nominations trompeuses du capitalisme) régnait en maître mais le mouvement ouvrier a mené de grandes luttes pour imposer de nouveaux droits comme les congés payés. En Guadeloupe, aussi, le mouvement ouvrier était en lutte notamment dans l'industrie sucrière. L'expérience libérale et la rapacité du patronat s'est soldée par la crise de 1929 et le choix de ce patronat de soutenir et financer Hitler pour faire la guerre ("*Plutôt Hitler que le front populaire*") : FORD, RENAULT et d'autres. La grande majorité du mouvement ouvrier s'est investie dans la résistance contre les nazis. Contrairement à la propagande d'Hollywood, ce sont les soldats de l'armée rouge (UNION SOVIETIQUE - PAYS COMMUNISTE) qui ont gagné cette guerre et libéré le monde du nazisme. Les américains ont craint l'avancée du communisme et se sont mobilisés à la dernière minute, même De Gaulle l'a reconnu. A la sortie de cette sale guerre voulue par le capitalisme, nos aînés ont commencé à voir leurs droits respectés parce que le mouvement ouvrier (dans les syndicats et dans les organisations politiques) était puissant et le patronat était obligé de respecter les travailleurs. Des ministres communistes ont imposé les comités d'entreprises, la sécurité sociale et le travail à 40 heures hebdomadaire. Les combats étaient victorieux jusqu'en 1973 où les pseudos crises organisées ont commencé à apparaître.

En 1973, les capitalistes ont réussi à convaincre des politiciens mafieux pour voter la loi qui oblige l'Etat à s'endetter dans les banques privées. Parallèlement, l'Arabie-Saoudite a entraîné la fameuse crise pétrolière. Ces deux événements ont contribué à désagréger le système social mis en place en faveur des travailleurs et du peuple. Aujourd'hui, les capitalistes ont racheté toutes les presses pour faire leurs propagandes et tromper notre vigilance. Depuis 40 ans, les riches sont plus riches et les pauvres sont plus pauvres. Le système politique s'est mis au service du capitalisme avec la mondialisation et tous ceux qui s'opposent sont traités de dictateurs et finissent par affronter une guerre au nom des droits de l'Homme et de la démocratie (Syrie, Libye, Irak et peut-être le Venezuela bientôt). Ils prétendent qu'il n'y a pas d'argent et qu'il faut se serrer la ceinture mais ils trouvent de quoi financer leurs guerres pour en faire de nouveaux marchés. Trois mois de guerre équivalent au

budget annuel d'un hôpital de 600 agents (comme le Centre Hospitalier de Montéran).

A partir des années 1980, sous l'impulsion de l'école de Chicago dirigée par l'économiste Friedman qui a commencé son expérimentation néolibérale au Chili avec le général Pinochet, Ronald REAGAN et Margareth TATCHER vont propulser l'idéologie néolibérale par la stratégie de choc, aidés en cela par les endettements et la désindustrialisation. Depuis, ce sont des attaques à vau-l'eau qui nous tombent dessus, appuyées par les médias contrôlés par les puissances financières. Tout est fait pour casser tous les droits gagnés de hautes luttes par nos prédécesseurs. Le mensonge, le toupet, l'escroquerie intellectuelle, la division, la bêtise et la peur sont véhiculées pour nous contraindre à la déchéance collective.

Trente (30) années après l'offensive néolibérale des années 1980 :

Ils ont tout modifier et nous ont obligé à changer de paradigme, ainsi les mots ont involués puisqu'ils ont pioché dans le vocabulaire de la monarchie et de l'anglais commercial pour nous servir une sémantique qui contredit l'acte social, suprême condition à la mobilisation. Tout est affaire de rentabilité, de management ou de gouvernance, plus rien n'est pensé pour construire le progrès social mais pour le déconstruire et conduire à l'individualisme par l'individuation des actes relevant du social. Les nouvelles technologies sont une aubaine pour le système qui ne se prive pas pour les utiliser à seule fin d'isoler les individus et de contrôler la société. L'idéologie néolibérale a une force de persuasion qui, à bien y prendre garde, est aussi son talon d'Achille, elle n'aime pas la critique, c'est-à-dire la contradiction argumentée démontrant ses erreurs et son dogmatisme. Pour parer à l'usage de cet art contre elle, elle a réussie à faire porter une charge négative à tous les mots de ses adversaires : **Dictature** (*du prolétariat* devenu tyrannie), **social** (*intérêt collectif* devenu non-responsabilisation des individus), **Robespierre** (*Révolutionnaire incorruptible* devenu terreur).....

Elle est parvenue, ainsi, à tétaniser toutes les contestations intellectuelles quant à sa prétendue dimension "indépassable" depuis la chute du fameux mur (de Berlin) qui a repoussé, soit dit en passant, entre le Mexique et les Etats-Unis et entre Israël et la Palestine sans que nul ne s'en offusque.

Plus les gouvernements offrent des facilités et des avantages au patronat, plus la situation sociale s'aggrave alors que les lois votés sont sensées avoir pour objectif d'améliorer la situation par la création d'emplois. Il n'y a rien à attendre de ce système qui met en péril l'avenir de nos enfants. Leur unique objectif est de nous soumettre totalement, de mettre nos conquies sociaux en miettes et de nous esclavagiser à nouveau. Mais toute la force de cette idéologie est dans son culot. Non seulement, de par les normes qu'elle impose, elle génère les conditions des catastrophes mais elle est en capacité d'user du drame qui suit pour se remettre en selle. C'est toujours de la faute des individus inconscients et/ou indisciplinés ou mieux, on n'as jamais vu ça - on ne pouvait le prévoir. La responsabilité systémique est balayée au profit des responsabilités individuelle ou collective voire de la fatalité.

L'expérience intégrative de l'Union Européenne est l'un des chevaux de Troie du nouveau dogme capitaliste, la mondialisation, qui a conduit les Etats-Nations qui y ont adhérer dans l'impasse : retour du fascisme et du racisme, précarisation des travailleurs, paupérisation des peuples, captation des richesses par une oligarchie, recul de l'accès à la santé et à l'éducation...

Le deuxième cheval de Troie de la mondialisation est l'endettement public et privé. L'honorable et regretté Président du Burkina Faso naissant, Thomas SANKARA, avait une formule prononcée moins d'une décennie après la contre-offensive néolibérale et qui résumait bien les faits : "*Si nous ne payons pas la dette, nos créanciers ne mourrons pas mais si nous payons la dette, c'est nous qui mourrons*". Cela signifie l'impérieuse nécessité de récuser les dettes et de dédollariser le monde. Une expérience est en train d'être conduite sous la férule de la Chine et du Yuan convertible en or. S'il n'est pas question de dédollariser pour Yuanniser l'économie mondiale, il est fort intéressant de suivre l'évolution de la stratégie Chinoise qui déconstruit les théories figées des néolibéraux. Mais tout le monde n'est pas la Chine et tout le monde n'a pas les atouts de la Chine.

En récusant la dette publique il faut, de même, récuser la dette privée. Non pas "raser gratuitement" mais briser les chaines qui contraignent à cet individualisme nourrissant le néolibéralisme. Les individus sont persuadés d'exister de par la multitude de propriétés intimes, comme disait Marx, et sont prêts à toutes les folies - y compris s'endetter voire se surendetter, pour posséder - paraître et sembler dominer. Cette quête hédonique et jouissive par l'argent est précisément la chaîne qui aliène. Elle aliène et tétanise les esprits rebelles, comment descendre dans la rue et "perdre" une journée de travail quand on doit rembourser en fin de mois ? Nous Caribéens, qui sommes des résilients au regard de notre histoire, avons aussi connu l'aliénation culturelle qui a fait tant de dégâts relevant, quelquefois, de la psychiatrie... C'était déjà l'œuvre du capitalisme par l'entremise des Etats Colonialistes. Aujourd'hui, l'aliénation est généralisée par l'entremise de superstructures mondiales, contrôlés par le capitalisme, appuyée par la propagande des puissants, médias appartenant aux capitalistes. Le colonialisme ne vient plus d'un Etat mais d'un consortium de ce qui reste des anciens Etas colonialistes. Tous les peuples sont soumis sans distinction de races ou de religions. Aussi, de même que nous avons été capables de combattre l'aliénation coloniale, nous devons pouvoir combattre l'aliénation hédonique.

Le troisième cheval de Troie de la mondialisation est l'usage de l'islamisme, du négriisme, de l'arabisme, du suprématisme blanc ou de tous autres semblants d'"isme" locaux et/ou ethniques qui ne sont là que pour justifier les "nécessaires transformations" promues par le néolibéralisme. Le temple du capitalisme a besoin de s'inventer des ennemies, à défaut désormais du soviétisme, et des idiots utiles pour focaliser les attentions sur des images qui cachent une réalité : **c'est un pays qui se meurt, surendetté et dépassé - politiquement, militairement et économiquement - par les BRICS.** L'avenir n'est donc pas de s'y allier mais de trouver les voies et moyens de s'en éloigner au plus vite à défaut de plus loin puisque c'est un de nos voisins immédiats. L'expérience a prouvé qu'il ne fallait pas mettre nos œufs dans un même panier et courir cher protection chez l'adversaire déclaré, aussi le continent archipélagique Caribéen doit-il faire montre d'originalité mais dans un concert de nouvelle géopolitique internationale. La main tendue des BRICS sur le fondement d'un **rapport gagnant-gagnant dans un monde multipolaire** est une voie possible, peut-être même la meilleure pour le moment.

Le quatrième cheval de Troie de la mondialisation est la dispersion des causes, aussi justes soient-elles. Ainsi, nous avons une multitude de raisons de combattre l'injustice mais depuis quelques années, ces raisons ne sont plus débattues au sein d'organisations politiques mais mises sur la place publique par les seuls intéressés se constituant en groupes d'influence, ou lobby, désavouant le fait collectif et le contrat social. Cette désidéologisation qui ne dit pas son nom touche même les organisations syndicales qui ont été créées pour défendre ces derniers. Des organisations réformistes ont pris les pas et beaucoup d'organisations historiquement classistes ont pris leur distance avec les organisations politiques de luttes de classe. Est apparu, aussi, des mouvements politiques qui s'affirment "écologistes" et prétendant faire une nouvelle offre mais qui accompagnent le néolibéralisme dans ses nouvelles prétentions "bio". A contrario, et c'est bien la preuve que l'environnementalisme doit trouver sa force dans un choix de société soutenu par une vraie voie politique, Cuba fait de ses difficultés économiques une force. Ce pays Caraïben, sous le coup de 50 années de blocus, est devenu une référence écologique au grand dam des écologistes sur papier.

Par ailleurs, Cuba et le Venezuela ont illustré la justesse de leur choix sociopolitique dans la gestion des Ouragans IRMA et MARIA. Ce furent les premiers à réagir sur le terrain, sans compter sur leurs dépenses, démontrant la duperie des néolibéraux qui se sont contenté soit, comme TRUMP, de critiquer sans vergogne pour ne pas agir, soit, comme MACRON, de bluffer avec sa cour médiatique pour cacher leur incurie. Ces deux pays sont dans le point de mire du néolibéralisme, nous nous devons de cesser de nous disperser et de réapprendre la discipline de classe pour connaître là où sont nos intérêts de classe : Le soutien absolu à ces deux vaillants pays qui deviennent les figures de proue de l'intégration Caraïbienne et de l'internationalisme à construire. La gestion de ces Ouragans a mis à nu l'idéologie néolibérale parce qu'elle a voulu faire table rase de toutes l'expérience humaine caraïbienne.

Enfin, le dernier cheval de Troie de la mondialisation est la supercherie quant au sentiment que le monde serait désormais un grand village. C'est déconstruire un fait historique et anthropologique qu'est la diversité humaine et tromper les jeunes générations sur la destination finale de cette idée : **la domination de toutes les nations par l'oligarchie financière**. C'est un vieux rêve du Capital et la réponse à cette mystification est connue depuis la théorisation de la lutte de classe, **l'internationalisme**. Les nations se

doivent de continuer à exister tout en créant des **structures internationalistes**, et non internationales. L'internationalisme n'est pas l'internationale, le premier est un projet au service de tous et le second n'est qu'une posture qui permet aux plus puissants d'influer sur les plus faibles. Les structures internationales sont là pour nous en convaincre et la fameuse "communauté internationale" est désormais célèbre dans la destruction des nations rebelles ou la volonté de refondre des régions du globe : Yougoslavie, Ukraine, Lybie, Syrie, Venezuela... Nous avons, in vivo, des exemples sous les yeux. En dehors de l'intégration, la Caraïbe doit contribuer à créer des instances internationalistes qui doivent, un jour, succéder aux instances internationales et mondiales (ONU, FMI, Banque Mondiale...) pour garantir la stabilité de cette intégration et de celles des autres régions du Monde.

Au niveau syndical, en Octobre 2016 s'est tenu le 70ème congrès de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) qui peut désormais se prévaloir de redevenir la première organisation syndicale mondiale. Le secrétaire général sortant (élu au dernier congrès d'Athènes), Georges MAVRIKOS, a été réélu sur la base d'un bilan évident : le retour de la FSM sur le plan International malgré les entourloupes des réformistes dans les institutions internationales du travail (B.I.T., O.I.T.). Le secrétaire général de la F.S.M. de conclure son discours comme suit : " *Ils arriveront toujours à corrompre nombre d'entre nous mais jamais nous tous. Nous ne sommes pas des nostalgiques, nous sommes des combattants permanents pour le progrès social et humain ! Nous vaincrons !* ". Mais à côté de sa réélection, un événement de taille : le nouveau Président de la F.S.M. est Mzwandila Méchiél Makwaïba du **Cosatu**. Un congrès sur une terre du sud, l'Afrique, qui clos ses travaux en élisant un digne fils de cette terre à la Direction de son Conseil présidentiel, là aussi c'est un signe que quelque chose se passe là où on ne l'attendais pas.

Il faut, en effet, lier cet événement à la posture d'autres pays du BRICS, la Russie sur le plan militaire et la Chine sur le plan économique. Au moment même où la Chine est en passe de supplanter les Etats-Unis sur les places économiques et financières, la Russie est en train de faire une démonstration de stratégie militaire en stoppant les ambitions destructrices et expansionnistes des Etats-Unis et de ses satellites, au moyen orient. Au sein de la FSM, la majorité des membres vient d'Amérique latine et d'Inde (Membre du BRICS).

Il semble bien que le monde soit en train de changer sous nos pieds, malgré le silence assourdissant des médias occidentaux qui s'accrochent à un discours désormais obsolète en traitant la contestation de passiste. Que sera demain au vu de cette nouvelle configuration qui s'annonce, y compris sur le plan syndical ? Est-ce une alliance de circonstance entre, certes des intérêts pas forcément convergeant, ou l'ouverture d'un véritable front anti-impérialiste qui fait feu de tous bois ? Ce qui est sûr, c'est que les choses bougent et nous avons intérêt à nous accrocher à cette réalité et quitter la télé-réalité néolibérale.

II. De la situation nationale.

Aujourd'hui, c'est un jeune et prétentieux président au service des banques qui veut finir le travail (commencé par de prétendus politiciens de gauche) par des ordonnances (*le gouvernement ne passe plus par les députés*). Plus aucun droit pour les travailleurs, le peuple et les pauvres. Semer la zizanie entre nous et nous laisser nous entretuer entre nous. Imposer leurs lois et nous contraindre à obéir et à travailler pour peu. Ils ont fait assez d'argent sur notre compte, nous devons nous redresser et les affronter sinon ils réussiront à faire de nous des zombies de leur système.

Se cacher derrière la fatalité de la mondialisation c'est refuser de dénoncer cette même mondialisation, arme de destruction massive propre au capitalisme tout comme l'était l'esclavage. Il est plus facile de se faire élire en distribuant des cadeaux financés par des sponsors très intéressés plutôt que de passer par le débat d'idée... Il paraît que "ce n'est pas ce que les gens veulent". C'est surtout que le courage de l'homme d'Etat à laisser la place à la servitude de l'homme politique. C'est ainsi que des choix sont faits parce ou en fonction de ce que l'Union Européenne a décidé. L'arnaque de la décentralisation émerge quant on sait que la boîte est fabriquée à Bruxelles, peu importe le contenu que les élus locaux voudraient y mettre, ils sont limités par la forme et le volume de la commission européenne. Le colonialisme était Français, il est devenu Européen.

Tous ceux qui ne se conforment pas à cette posture d'homme politique, kleenex de la finance, sont traités de dictateurs cultivant leurs personnalités. C'est flagrant quand on observe les attaques contre des hommes d'Etat comme Fidel CASTRO, Vladimir POUTINE et tant d'autres. On peut ne pas partager

bien des idées de ces hommes mais on se doit de leur reconnaître leur stature et leurs actes en faveur de leur pays. De GAULLE était un colonialiste convaincu, mais un homme d'Etat digne de ce nom. L'homme d'Etat n'est pas l'homme providentiel mais l'homme engagé dans le sens de l'histoire. Un homme sans idée est comme une plante cryptogamique, il vit à l'ombre de plus grands que lui. Un homme sans idéal est comme une plante épiphyte, il s'agrippe à plus grand que lui pour survivre et un homme sans idéologie est comme une plante toxique, il est dangereux pour qui ne connaît pas la dose. L'homme d'Etat n'est d'aucune de ces espèces, il a des idées, il a son idéal et son idéologie. Il sait d'où il vient et où il veut aller. Il ne craint pas la colère du "puissant". Mais il n'y a pas l'ombre de cette figure qui apparaît à l'horizon, voilà pourquoi "la crise" perdure, finalement cette crise est d'une nécessité vitale pour l'homme politique.

III. De la situation locale.

Nos élus sont, aussi et malheureusement, des fondés de pouvoir du système néolibéral. Alors même que la situation sociale est explosive de par un chômage exponentiel et une violence qui révèle la barbarie systémique au regard de la centralité idéologique qui prétend supprimer toutes les contraintes sociales. Nos élus, pieds et mains liés, sont réduits à plâtrer les imperfections pour tenter d'endiguer la contestation sociale.

Reprenons la situation sociale et les prétentions systémiques. Certains justifient le caractère "minoritaire" des organisations syndicales organisatrices de par le nombre de leurs adhérents... Mal leur en a pris de constater qu'aucun parti politique, en France, ne peut se prévaloir d'un tableau des effectifs aussi imposant que la CGT, malgré l'érosion effective dont ils ne manquent pas de mettre en lumière. Mais la désyndicalisation n'est pas le refus du syndicalisme, c'est cette science de terrain qu'ils refusent de constater. En fait, c'est la démocratie sociale, la vraie - celle de l'intervention des travailleurs dans la chose publique, qui est remise en cause, voire même niée. Après nous avoir, pendant longtemps, enseigné médiatiquement de ce qu'un syndicat doit être, on en revient pas que les travailleurs n'est pas appris par cœur leurs leçons de chose. Parce que pour ces Messieurs et Dames de la cour, un syndicat doit "dialoguer" et ne pas conduire la lutte de classe.

C'est comme si un mécanicien voulait montrer à un boulanger comment faire un bon pain. Et c'est bien cette prétention à vouloir "refaire" le monde, en déstructurant pour reformer à l'image du Dieu Argent, qui est le mal lui-même.

Déjà, avec la loi H.P.S.T. de Sarkozy, on commençait les fusions déguisées, les vraies fusions avaient déjà commencé depuis longtemps. C'était le cas de la Direction commune pour les deux hôpitaux de la Côte-sous-le-vent, alors même que cette zone était considérée comme la zone de repli la plus sécurisée, selon les sismologues. Une partie de cette zone fait partie du territoire de santé "sud-Basse-Terre" (Centre Hospitalier Maurice Selbone, Bouillante), l'autre fait partie du territoire de santé "centre" (Centre Hospitalier Louis Daniel Beauperthuy, Pointe-Noire). Cet argument tient toujours quant au GHT, d'autant qu'il est corroboré par un rapport du BRGM (2012) qui projette les conséquences des changements climatiques en Guadeloupe, certes à l'horizon 2070, mais ne devons-nous pas investir en pensant aux générations à venir ? Ce rapport donne pour zone quasi-inondée, le centre de la Guadeloupe et comme zone en insuffisance hydrique, celle correspondant au territoire centre et une petite partie du territoire sud-Basse-Terre. La côte-sous-le-vent demeure donc, à nouveau, une zone stable.

Le territoire sud-Basse-Terre est animé par quatre hôpitaux, dont un en psychiatrie, un "généraliste", un faisant de la rééducation fonctionnelle et un autre faisant de la gérontologie. Le territoire centre est animé par trois hôpitaux dont le C.H.U., un spécialisé en gériatrie et un autre (en zone sécurisée) faisant de la gérontologie et de la postcure. Il est tentant, au nom de la mutualisation, de vouloir tout rassembler autour d'un seul hôpital-pivot que serait le C.H.U., mais c'est un point de vue technocratique et comptable qui fait fi des réalités géographiques et humaines. Rien ne peut être pensé comme en Ile-de-France, ce n'est pas de la spécificité, encore moins une vue de l'esprit, mais la réalité. Les modifications climatiques à venir auront des conséquences sur tout le territoire Guadeloupéen mais aussi, et certainement, social et sanitaire. Il faut, d'ors et déjà, se préparer dans un dispositif plus "tentaculaire" que centré afin d'y répondre efficacement. Tous les politiques ont été interpellés par le risque de l'installation d'un "Chucentrisme", Un seul politique s'en est presque ému publiquement sans que nul ne sache ce qu'il compte faire en tant que député et Président de la plus grosse

communauté de commune...où se situe le C.H.U. en question.

Ainsi, puisque le texte a été votée avec du retard, l'urgence est dans l'élaboration de la convention constitutive des G.H.T... Mais, non content de "mutualiser" on a encore recours à la Direction commune entre le C.H.U. et le C.H.G.R., Direction commune déjà actée entre Mari-Galante et le CHU. S'il est évident que le C.H.U. soit l'établissement référent dans ce G.H.T., il est inadmissible que tant d'années de combats des agents et du syndicat majoritaire, la CGTG, pour constituer une vraie filière de gériatrie en Guadeloupe autour du C.H.G.R. soit laminés, prenant le risque de préparer un phagocytage de cet établissement en acceptant une Direction commune. Le projet développé ressemble plus à un super C.H.U. éclaté sur trois sites. Le G.H.T., qui est en lui-même un moyen sournois de fusion si nous ne sommes pas vigilants, il faut veiller à ce que chaque établissement garde son autonomie et son identité.

Le Conseil Départemental, financeur d'une grande partie de cet établissement, a été interpellé sur le fait, qu'historiquement, il est le premier dépositaire de ce projet en Guadeloupe. Ce projet vient de loin et tombe à propos quant on sait que dans une quarantaine d'année, nous aurons à faire face à une forte proportion de la population concernée par le vieillissement et ses pathologies annexes. L'ARS, aussi, a été interpellée sur la nécessité que la gériatrie soit considérée, au même titre que la psychiatrie et quelquefois en collaboration avec celle-ci, comme une vraie filière de santé à ne pas diluer dans la masse des autres prises en charge. L'expérience a démontré que les pathologies annexes au vieillissement ne peuvent être bien traitées au C.H.U., encore moins dans les divers EHPAD qui s'installent en Guadeloupe. Il n'empêche qu'une urgence gériatrique et un cours séjour s'imposent au C.H.U., et c'est bien là que doit se développer la coopération entre ces deux établissements. Quant à la Direction commune, stricto sensu, considérant le rapport de l'IGAS (2012) sur les fusions et les autres expériences de *Direction commune - conduisant à une fusion*, il faut se méfier des projets "mégapolaires" sur un territoire morcelé géographiquement.

Nous assistons à un refus de l'"expertise" (comme ils disent) de ceux qui sont sur le terrain à trimer pour offrir, autant que faire se peut, un soin digne et humain. Il paraît même que le H (Hospitalier) du C.H.G.R. soit putatif ! A la demande, maintes fois renouvelées, de l'organisation majoritaire d'être reçue en bilatérale pour débattre, cette dernière était snobée car empêchuse de tourner en rond. Des réunions "pédagogiques" étaient organisées pour signifier que l'organisation syndicale serait à côté de la plaque, les invitations étaient faites mais jamais adressées directement à l'organisation demanderesse, de manière rocambolesque comme pour dire qu'on ne veut pas de tout le monde, triste stratagème et que de temps de perdus !

Ce petit jeu malsain est la démonstration flagrante que la figure de l'homme d'Etat manque cruellement en politique et en Administration. L'homme d'Etat c'était Alexandre ISAAC qui, en tant que président du Conseil Général de l'époque et avec son peu de moyens, a institué l'école publique en Guadeloupe bien avant Jules Ferry. Ce fut, aussi le cas de Paul LACAVE qui mit en place l'hôpital local de sa commune. Si ce genre d'hommes (et de femmes bien-sûr) n'existe plus c'est parce que la politique s'est laissée prendre dans le piège de la prétendue *fin des idéologies*. En s'y laissant prendre, elle s'est livrée pieds et main liés à une seule idéologie : le néolibéralisme, autre facette du capitalisme.

Enfin, c'est la situation de la jeunesse - nos enfants - et des retraités - nos parents - qui doit nous interpeller. Selon le B.I.T., le taux de chômage en Guadeloupe serait de 27%, elle serait la deuxième région de France (après la réunion) la plus touchée par le chômage de masse. Les plus touchés sont les femmes et les jeunes de moins de trente ans. Les entreprises ont bien profité du mouvement du LKP pour justifier des difficultés leur permettant de mettre les clefs sous la porte pour réapparaître autrement ou ailleurs. Quant aux retraités, ils sont près de 70.000 en Guadeloupe et 60% d'entre eux vivent sous le seuil de la pauvreté. Beaucoup, comme chez les jeunes, ne peuvent ni se soigner ni se nourrir correctement, encore moins payer leurs factures. Ceux qui perdent leur autonomie ne peuvent prétendre aux 1500 places répartis dans les 17 EHPAD qui tournent entre 2500 et 4000 € mensuel. Tout comme la jeunesse qui est acculée aux petits boulots ou stages - seuls face à leur destin, nos retraités sont souvent seuls face à leur fin de vie.

Malgré tous les grands plans, il est irrécusable que la responsabilité systémique du néolibéralisme et de la mondialisation est impliquée dans cette dégradation qui a commencé, rappelons-le, avec la pseudo-crise du pétrole de 1973 - concomitante à la loi obligeant l'Etat à se faire financer par le privé - et s'est amplifié avec la crise financière de 2008.

IV. Des relations du travail.

Elles se sont aggravées au point où c'est la précarité, l'angoisse, le suicide et les drames familiaux sont légions et font la une des quotidiens. 25,8 millions d'actifs occupent un emploi en France (données Insee 2014) dont 22,8 millions de personnes sont salariées, soit 88,5 % du total. Parmi les salariés, 86 % disposent d'un statut à durée indéterminée. Soit dans le privé (15,3 millions de personnes, 78 % des CDI) soit dans le public (4,4 millions, les fonctionnaires). 3,2 millions de personnes, soit 14 % des salariés et 12,5 % de l'ensemble des emplois, occupent un statut précaire, du stage au contrat à durée déterminée, en passant par l'intérim ou l'apprentissage. Hors apprentissage et stages, on compte 11 % de salariés précaires. Le taux de précarité a plus que doublé entre le milieu des années 1980 et la fin des années 1990, de 5 à 12 %. Depuis une quinzaine d'années maintenant, il s'est maintenu entre 11 et 12 %. **69% des 29 millions de salariés du pays des droits de l'homme** se dopent, consomment de l'alcool ou des psychotropes pour oublier et digérer leurs conditions de travail

Ces "nouveaux pauvres" sont étudiants, parents célibataires, travailleurs précaires ou retraités. Avec l'augmentation des charges incompressibles comme le loyer, les transports, l'électricité et la santé, les petits salaires ont du mal à faire face. Entre 12 et 15 millions de Français, qui gagnent plus que le seuil de pauvreté, 954 euros par mois, connaissent l'angoisse des fins de mois. Le revenu moyen net annuel imposable de la Guadeloupe est de 10 319 euros en 2004. Il est inférieur de 37 % à la moyenne nationale (16 441 euros) et de 51 % à celui de la région la plus riche de France (l'île de France). Selon l'économiste Eric TOUSSAINT : "*Moins de dix ans après la faillite de Lehman Brothers, survenue en septembre 2008, les ingrédients d'une nouvelle crise majeure sont déjà réunis. Pourtant les gouvernements des principales économies de la planète avaient promis de rétablir une discipline financière qui respecterait l'intérêt général et éviterait de nouvelles crises aux effets douloureux pour la population.*"

Afin de défendre ce système capitaliste qui écœure une majorité de l'opinion publique, ils ont multiplié les effets d'annonce de mesures fortes visant à réformer le système pour lui donner un "visage humain", mais bien sûr sans que cela ne change quoi que ce soit en pratique. En réalité, la politique que les gouvernements et les dirigeants des banques centrales ont menée a ménagé et favorisé les intérêts du grand capital, notamment celui des grandes sociétés financières.

*Aucune mesure stricte n'a sérieusement obligé les capitalistes à mettre un frein à la prise de risque, à réduire la spéculation, à investir dans la production. Les crises font partie du métabolisme du système capitaliste mais elles ne se ressemblent pas toutes. Dans le présent article, il ne s'agit pas de revenir sur les causes générales des crises capitalistes. Il s'agit ici de diagnostiquer des facteurs qui conduisent certainement à une nouvelle crise de grande ampleur. Quand elle éclatera, les gouvernements, les dirigeants des banques centrales et la presse dominante feindront l'étonnement comme à chaque fois ". **Le diagnostic est posé, il nous reste à nous mobiliser pour refuser la thérapeutique qu'ils nous propose depuis tantôt pour nous faire croire que c'est la fatalité.***

V. Nos orientations.

« Ils ne sont grand que parce que nous sommes à genoux »

E. De la BOETIE

Dans son opus sur la servitude, De la Bétie expose bien ce qui fait de l'acceptation d'être servile l'arme fatale de la classe dominante. Cette dernière s'attèle, quotidiennement, à nous diviser sur tout et rien, à créer de l'angoisse et de la schizophrénie sociales en nous niant la capacité collective de créer un autre monde que le sien, taillé sur mesure pour lui et lui seul. Quand nous acceptons les idées du genre "c'est fini", "il n'y a plus rien à faire", "ils ont gagné", "c'est une divine décision"... Nous acceptons, de fait, la servitude et refusons d'avoir le courage de nos aînés qui se sont battus pour nous léguer ce que le néolibéralisme appelle, sournoisement, "les trente glorieuses". Ah ! Ces années généreuses que l'on veut nous dépeindre comme la plus grave erreur économique qui soit : gaspillage, Etat-providence, et tutti quanti.

Il s'agit en fait de la contradiction entre deux idéologies : l'idéologie libérale versus l'idéologie sociale. Deux points de vue qui s'affrontent depuis que l'homme a fondé les sociétés humaines. L'individu contre le collectif, la chose privée contre la chose publique. La minorité (la vraie) contre la majorité. En fait, ce que Marx qualifia de "lutte de classe", voilà pourquoi il lui voue une haine implacable d'avoir levé le voile sur leur nature.

La réapparition de *l'homme d'Etat* dépend, sans conteste, de la rectitude de la majorité. Cessons de nous mettre à genoux et reprenons notre destin en main, tout comme nos aînés. Pensons aux générations futures ! Osons critiquer l'incohérence et la crétinerie néolibérale qui conduit l'humanité à sa perte. Le nouvel homme d'Etat émergera de cette contestation collective et salutaire. Nous avons, en conséquence, la mission de reprendre le combat pour reprendre nos droits volés. Les quatre années à venir seront, donc, des années de passage à l'offensive aux côtés tous ceux qui le feront pour défendre l'intérêt général.

Nos 7 (Sept) grandes orientations seront dans :

- **Sur le plan syndical.**
- **Sur le point social en général.**
- **Sur la Fonction publique Hospitalière.**
- **Dans le secteur social et médicosocial.**
- **Dans le secteur de la santé privée.**
- **Sur le plan International.**
- **Enfin, sur le plan interne.**

1. Sur le plan syndical :

La lutte pour convaincre et resyndicaliser les travailleurs qui ont perdu l'espoir en en se laissant convaincre par les discours médiatiques et politiques. Il s'agit de reprendre nos fondamentaux de syndicalisme confédéral et de lutte de classe. Il n'y a de moderne que ce qui élève et libère l'Homme, c'est sur ce principe que nous devons nous réapproprier nos mots et idéations qui étaient propre à nos prédécesseurs leur permettant d'affronter et de gagner l'adversaire.

Cet adversaire, aujourd'hui, occupe nos esprits par les médias à sa solde et les NTIC après avoir détruit, via des politiciens corrompus, l'instruction - clef de la compréhension des choses - par des réformes stupides comme l'usage de la méthode globale qui fût une catastrophe pédagogique avec pour seule conséquence : la désidéologisation de la politique et l'enfermement de la population dans des certitudes maintenues à coup de peur du lendemain.

Notre mission, avec et auprès d'autres, est de reprendre le dessus idéologique en réaffirmant ce pourquoi nous existons : un syndicalisme de lutte. "Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » « La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ! » disait l'ancien secrétaire général de la CGT, Henry Krasucki.

2. Sur le point social en général :

La lutte politique contre la loi travail et les ordonnances Macron. L'application de ces ordonnances auront de lourdes conséquences et les travailleurs sont loin de réaliser ce que sera demain pour eux et pour leurs enfants. La question n'est pas que, seule, la FSAS-CGTG y fera face mais qu'elle doit contribuer à la conscience politique nécessaire pour qu'un jour une autre loi défasse cette loi. Ceux qui ont voulu faire passer l'idée que le syndicalisme doit être déconnecté du politique se sont trompés, plus que jamais seule une conscience politique forte rendra aux travailleurs leur dignité. En attendant, et sur le terrain, les luttes seront sévères pour sauvegarder des droits dans les entreprises.

3. Sur la Fonction publique Hospitalière :

La lutte contre les GHT : Notre fédération s'est déjà positionnée sur le caractère dangereux des GHT pour la santé publique.

Nous avons réussi à faire valoir deux GHT pour tenter de sauver les meubles mais l'ARS a sa lettre de mission qui vient du gouvernement MACRON, lui-même sous l'empire de l'Union Européenne. D'autres luttes s'annoncent afin de convaincre les travailleurs de la santé publique à se mobiliser pour améliorer leurs conditions de travail en dépit des circonstances.

La reconstruction CHU : Lors de notre conférence-débat de Novembre dernier, nous avons bien constaté que la seule région viable en cas de grande catastrophe naturelle c'est la côte-sous-le-vent. Or toutes les constructions importantes, dont le nouveau CHU, est au centre de l'archipel. Sans compter la montée des eaux prévue exactement sur Perrin dans une trentaine d'années. On voit bien là, soit une volonté aveugle des politiques, soit une cécité volontaire des technocrates. Le pire est que nous soupçonnons l'Etat de vouloir, au travers d'une Direction commune soutenue par le Département, faire du nouveau CHGR une succursale du nouveau CHU, quid d'une véritable filière gériatrique en Guadeloupe à l'heure où l'on parle de vieillissement de la population dans, aussi, trente ans. La lutte doit être intersectorielle (Agents du CHU - Agents du CHGR - salariés des SSIAD - Salariés des SAP) pour exiger la création de cette filière et que le CHGR ne disparaisse.

Le statut des fonctionnaires : Beaucoup n'ont pas encore compris que si le code du travail a sauté par des lois et ordonnances, le même processus attend le statut protégé du fonctionnaire. Il faut se rappeler qu'avant la dernière guerre, un fonctionnaire pouvait être congédié sur le champ sans tambour ni trompette. L'engagement de syndicalistes dans la résistance et le CNR ont donné lieu à bien des droits que nous croyons éternels parce que nous sous-estimons la farouche volonté de l'oligarchie de nous soumettre en revenant à cette période. De même que les 40% de chère et les congés bonifiés de nos frères et sœurs qui vivent là-bas, sont en danger.

Par ailleurs, une idée circule remettant en question la valeur légale des accords locaux, c'est bien là que l'on se rend compte de la duplicité du système néolibéral qui crée l'inversion des normes pour le privé en "suprématisant" l'accord d'entreprise tout en doutant de la licéité d'un accord local dans le publique.

Notre participation à la redynamisation de l'USFF-CGTG : l'Union Syndicale des Fédérations de Fonctionnaires est un outil à raviver car les élections prochaines se feront le même jour pour toutes les fonctions publiques et la CGTG devra être en ordre de marche.

4. Dans le secteur social et médicosocial :

La lutte contre la régression des moyens dans le social et le médicosocial est nécessaire. La réforme de la formation professionnelle a reconsidéré les projets personnels tant dans la dimension volontaire que dans le financement même. La convention 66 est menacé par le nouveau syndicat employeur - NEXEM - mais déjà, un projet de loi prévoit la non-opposabilité de toutes les conventions collectives du social et du médicosocial pour laisser place aux CPOM qui sont le meilleur moyen de couler les petites structures à taille humaine au profit de grosses associations centralisées, singulièrement en France. Au delà de toute cette manigance, la cour Européenne a pris une décision - en date du 15 Avril 2015 - qui aura de lourdes conséquences dans les ESAT : "**La notion de travailleur handicapé est inopérante**". Les travailleurs du social ne semblent pas réaliser ce qui vient à eux et demeurent difficilement mobilisables mais la FSAS-CGTG se doit de trouver les voies et moyens pour les mobiliser.

5. Dans le secteur de la santé privée : La lutte contre la dénonciation de la Convention collective Départementale des Cliniques privées est primordiale car cette convention, que plus d'un jure qu'elle en est pas une, est plus avantageuse que celle des cliniques de France. A côté de cela, la restructuration sanitaire forcée au profit d'une oligarchie sanitaire est en marche, de gros capitaux font le tour des propriétaires et sont très intéressés si ce n'était la barrière de cette fameuse convention. Les deux semblent bien liés et le

risque est bel et bien là que, sous prétexte de sauver des emplois, l'on demande aux travailleurs par voie référendaire de se passer la corde au cou.

De même, dans les LAM, la lutte contre la dégradation des conditions de travail depuis la loi des grandes fusions est plus que d'actualité.

Enfin, les SSIAD, depuis la loi sur le vieillissement de 2015, sont amenées à se confondre avec les Services à la Personne pour devenir des SPASAD que nul ne sait encore pour faire quoi - avec qui - pour qui.

6. Sur le plan International :

Le renforcement des liens d'amitié avec les organisations de luttes de classe du monde entier. Nous avons raviver nos relations avec la FSM, depuis son 17ème Congrès de 2016 en Afrique du sud, c'est le signe de notre détermination à garder notre ligne idéologique de la lutte de classe. Nous devons renforcer nos liens avec l'UIS de la Caraïbe et les affiliés de la CGT France (FSAS, FNIC et autres).

7. Enfin, sur le plan interne :

La formation des cadres syndicaux et élus car on ne part pas en guerre sans soldats entraînés et la restructuration organisationnelle afin de nous permettre d'avoir un outil en capacité de passer à l'offensive. Revenir à nos fondamentaux, disions-nous plus-haut, afin de propulser sur le terrain, des militants en capacité à cerner les problématiques dans toutes leurs dimensions. Les formations seront bien-sûr syndicales mais aussi sociales - sociologiques - anthropologiques - juridiques et politiques.

Vive la CGTG, Vive la FSAS-CGTG, vive la FSM, vive la lutte de classe.

